

Art. 16. § 1. Wanneer dringende volksgezondheidsredenen zulks wettigen, kan de Minister onmiddellijk de voorlopige sluiting van een inrichting bevelen. Hij deelt zijn beslissing mede aan de Adviescommissie en aan de directeur van de inrichting. Die moet voor de onmiddellijke evacuatie van de bejaarden zorgen.

§ 2. De Adviescommissie deelt de exploitant de datum mede waarop de zaak zal worden onderzocht en nodigt hem uit om zijn opmerkingen te doen gelden en te verschijnen.

De Adviescommissie beraadslagt, ongeacht het gevolg gegeven aan de uitnodiging tot verschijnen; zij maakt onverwijld haar advies over aan de Minister die op die basis over het handhaven van de sluiting beslist.

HOOFDSTUK VII. — *Ophettings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 17. Het koninklijk besluit van 22 maart 1968 betreffende de rechtspleging van erkenning en sluiting van de rustoorden voor bejaarden is opgeheven wat de Duitstalige Gemeenschap betreft.

Art. 18. De inrichtingen die voor de inwerkingtreding van dit besluit een voorlopige erkenning hebben verkregen, mogen verder geëxploiteerd worden op voorwaarde dat ze binnen drie maanden een aanvraag om erkenning indienen die aan de voorwaarden van dit besluit voldoet.

Art. 19. De definitieve beslissing tot intrekking van de erkenning of tot sluiting van een inrichting wordt als bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

In het bericht moet de datum van de effectieve sluiting van de inrichting vermeld worden.

Art. 20. De aanvragen om toelating en erkenning, de bewijsstukken en de adviezen alsmede alle documenten en mededelingen betreffende de procedure worden per aangetekende brief toegezonden.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1995.

Eupen, 9 juni 1995.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Financiën, Volksgezondheid, Gezin en Bejaarden, Sport, Toerisme,
Internationale Betrekkingen en Monumenten en Landschappen,
J. MARAITE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 96 — 939

[S - C - 27232]

15 FEVRIER 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant, en ce qui concerne l'isolation thermique et la ventilation des bâtiments, le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu la Directive CEE du Conseil du 13 septembre 1993 visant à limiter les émissions de dioxyde de carbone par une amélioration de l'efficacité énergétique (93/76/CEE);

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, notamment les articles 50, modifié par le décret du 27 avril 1989, 57, modifié par les décrets des 27 avril 1989 et 7 juin 1990, 68, modifié par le décret du 18 juillet 1991, 204, 3^e, f, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 février 1984, 209, 211, remplacé par l'arrêté ministériel du 7 décembre 1987 ainsi que 322/1, 322/2, 322/3 et 322/5, insérés par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 février 1984;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports et du Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 204, 3^e, f, du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 février 1984, est remplacé par la disposition suivante

"f) un formulaire, en 3 exemplaires, rédigé conformément au modèle établi par le ou les Ministre(s) ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions, attestant la conformité du bâtiment aux dispositions du chapitre XVIIbis du présent Titre."

Art. 2. L'article 209 du même Code est complété comme suit :

"4^e un formulaire, en 3 exemplaires, rédigé conformément au modèle établi par le ou les Ministre(s) ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions, attestant la conformité du bâtiment aux dispositions du chapitre XVIIbis du présent Titre."

Art. 3. L'article 211 du même Code, remplacé par l'arrêté ministériel du 7 décembre 1987, est complété comme suit :

"4^e un formulaire, en 3 exemplaires, rédigé conformément au modèle établi par le ou les Ministre(s) ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions, attestant la conformité du bâtiment aux dispositions du chapitre XVIIbis du présent Titre uniquement lorsque le dossier de demande concerne des travaux et actes visés par l'article 41, § 1^{er}, 9^e, du présent Code."

Art. 4. L'intitulé du chapitre XVIIbis du livre IV, Titre 1^{er} du même Code, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 février 1984, est remplacé par l'intitulé suivant :

"Chapitre XVIIbis. — Isolation thermique et ventilation des bâtiments"

Art. 5. L'article 322/1 du même Code, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 février 1984, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 322/1. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux actes et travaux de construction, de reconstruction ou de transformation d'immeubles destinés au logement, d'immeubles de bureaux ou de bâtiments scolaires ou de bâtiments qui, à la suite d'une modification de leur utilisation, sont affectés à l'une ou l'autre de ces destinations."

Au sens des dispositions du présent chapitre, on entend par :

1° immeuble destiné au logement; un immeuble ou partie d'immeuble destiné à l'habitation ou à l'hébergement des personnes, à l'exception des installations mobiles;

2° immeuble de bureaux : local affecté :

a) soit aux travaux de gestion ou d'administration d'une entreprise, d'un service public, d'un indépendant ou d'un commerçant;

b) soit à l'activité d'une profession libérale;

c) soit aux activités des entreprises de service.

Toutefois, en cas d'usage mixte, lorsque la partie de l'immeuble réservée au logement excède 30 % de la totalité de la surface, les exigences relatives aux immeubles destinés au logement tels que définis au 1° du présent article sont seules applicables;

3° bâtiment scolaire : le bâtiment qui est destiné aux activités d'un établissement d'enseignement ou d'un centre psycho-médico-social et qui, pour l'exercice de ces activités, est chauffé à une température d'au moins quinze degrés centigrades.

Les dispositions du présent chapitre ne s'appliquent pas lorsque le bâtiment concerné est inscrit sur la liste de sauvegarde ou est classé conformément au Titre II du Livre V du présent Code.

Art. 6. L'article 322/2 du même Code, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 février 1984, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 322/2. § 1er. Les immeubles destinés au logement visés à l'article 322/1 respectent lors de leur construction les prescriptions suivantes :

1° présenter un niveau d'isolation thermique globale (valeur K) inférieur ou égal au niveau déterminé par le ou les Ministres ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions ou présenter des besoins en énergie (niveau be) de chauffage par mètre carré de plancher chauffé égaux ou inférieurs à un niveau fixé par le ou les Ministres ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions en tenant compte des apports solaires, des déperditions par transmission et par ventilation de la température sans chauffage et de l'inertie thermique du bâtiment;

2° présenter des valeurs pour les coefficients de transmission thermique (valeur K) des parois ou partie de parois de la superficie de déperdition du bâtiment, inférieures ou égales aux valeurs déterminées par le ou les Ministres ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions.

§ 2. Les immeubles de bureaux et les bâtiments scolaires visés à l'article 322/1 respectent lors de leur construction les prescriptions suivantes :

1° présenter un niveau d'isolation thermique globale (valeur K) inférieur ou égal au niveau déterminé par le ou les Ministres ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions;

2° présenter des valeurs pour les coefficients de transmission thermique (valeur K) des parois ou partie de parois de la superficie de déperdition du bâtiment inférieures ou égales aux valeurs déterminées par le ou les Ministres ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions.

§ 3. Les bâtiments existants qui font l'objet d'une transformation ou d'une reconstruction et deviennent par changement d'affectation, immeubles destinés au logement au sens de l'article 322/1 respectent les prescriptions suivantes :

1° présenter un niveau d'isolation thermique globale (valeur K) inférieur ou égal au niveau déterminé par le ou les Ministres ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions;

2° présenter des valeurs pour les coefficients de transmission thermique (valeur K) des parois ou partie de parois renouvelées ou transformées ou faisant l'objet d'extensions de la superficie de déperdition du bâtiment, inférieures ou égales aux valeurs déterminées par le ou les Ministres ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions.

§ 4. Les bâtiments existants qui font l'objet d'une transformation ou d'une reconstruction et deviennent par changement d'affectation, immeuble de bureaux ou bâtiments scolaires au sens de l'article 322/1 respectent les prescriptions suivantes :

1° présenter un niveau d'isolation thermique globale (valeur K) inférieur ou égal au niveau déterminé par le ou les Ministres ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions;

2° présenter des valeurs pour les coefficients de transmission thermique (valeur K) des parois ou partie de parois renouvelées ou transformées ou faisant l'objet d'extensions de la superficie de déperdition du bâtiment, inférieures ou égales aux valeurs déterminées par le ou les Ministres ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions.

§ 5. Les immeubles de logement, les immeubles de bureaux et les bâtiments scolaires existants qui font l'objet d'une transformation ou d'une reconstruction sans changement d'affectation respectent la prescription suivante : présenter des valeurs pour les coefficients de transmission thermique (valeur K) des parois ou partie de parois renouvelées ou transformées ou faisant l'objet d'extensions de la superficie de déperdition du bâtiment, inférieures ou égales aux valeurs déterminées par le ou les Ministres ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions."

Art. 7. L'article 322/3 du même Code, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 février 1984, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 322/3. Lors de la construction d'un immeuble destiné au logement et lorsqu'un bâtiment fait l'objet de travaux de reconstruction ou de transformation qui ont pour effet de lui faire acquérir cette destination, les prescriptions relatives au renouvellement d'air dans les bâtiments d'habitation que fixe la norme belge NBN D50-001 sont applicables.

Les immeubles destinés au logement, qui font l'objet de transformation ou de reconstruction sans que leur destination en soit modifiée, respectent les prescriptions relatives au renouvellement d'air dont le niveau est fixé par le ou les Ministres ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions.

Les immeubles de bureaux et les bâtiments scolaires visés à l'article 322/1 respectent lors de leur construction, reconstruction et transformation des prescriptions relatives au renouvellement d'air dont le niveau est fixé par le ou les Ministre(s) ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions."

Art. 8. L'article 322/5 du même Code, inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 février 1984, est supprimé et remplacé par la disposition suivante :

"Art. 322/5. Le ou les Ministre(s) ayant l'énergie et l'aménagement du territoire dans leurs attributions désignent les agents habilités à contrôler la conformité du bâtiment aux prescriptions prévues par le présent chapitre."

Art. 9. Le présent arrêté est applicable aux bâtiments pour lesquels une demande de permis de bâtir est introduite à partir du jour d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du huitième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le ou les Ministres ayant l'aménagement du territoire et l'énergie dans leurs attributions sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 février 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 96 - 939

[S - C - 27232]

15. FEBRUAR 1996 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe in Sachen Wärmedämmung und Lüftung der Gebäude

Aufgrund der EWG-Richtlinie des Rates vom 13. September 1993 zur Begrenzung der Kohlendioxidemissionen durch eine effiziente Energienutzung (93/76/EWG);

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, insbesondere des Artikels 50, in seiner durch das Dekret vom 27. April 1989 abgeänderten Fassung, des Artikels 57, in seiner durch die Dekrete vom 27. April 1989 und vom 7. Juni 1990 abgeänderten Fassung, des Artikels 68, in seiner durch das Dekret vom 18. Juli 1991 abgeänderten Fassung, des durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Februar 1984 eingefügten Artikels 204, 3^o, f, des Artikels 209, des durch den Ministerialerlaß vom 7. Dezember 1987 ersetzten Artikels 211, sowie der durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Februar 1984 eingefügten Artikeln 322/1, 322/2, 322/3 und 322/5;

Aufgrund des Gutachtens des Staatrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens und des Ministers der Forschung, der Technologischen Entwicklung, des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,

Beschließt die Wallonische Regierung:

Artikel 1 - Der durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Februar 1984 eingefügte Artikel 204, 3^o, f, des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"f) ein in drei Ausfertigungen aufgestelltes Formular nach dem von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegten Muster, zur Bestätigung, daß das Gebäude den Bestimmungen von Kapitel XVIIbis des vorliegenden Titels entspricht."

Art. 2 - Artikel 209 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ergänzt:

"4^o ein in drei Ausfertigungen aufgestelltes Formular nach dem von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegten Muster, zur Bestätigung, daß das Gebäude den Bestimmungen von Kapitel XVIIbis des vorliegenden Titels entspricht."

Art. 3 - Der durch den Ministerialerlaß vom 7. Dezember 1987 ersetzte Artikel 211 desselben Gesetzbuches wird wie folgt ergänzt:

"4^o ein in drei Ausfertigungen aufgestelltes Formular nach dem von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegten Muster, zur Bestätigung, daß das Gebäude den Bestimmungen von Kapitel XVIIbis des vorliegenden Titels entspricht, nur wenn die Akte des Antrags in Artikel 41, § 1, 9^o des vorliegenden Gesetzbuches erwähnte Arbeiten und Handlungen betrifft."

Art. 4 - Der Titel vom durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Februar 1984 eingefügten Kapitel XVIIbis von Buch IV, Titel I desselben Gesetzbuches, wird durch den folgenden Titel ersetzt:

"Kapitel XVIIbis. — Wärmedämmung und Lüftung der Gebäude".

Art. 5 - Der durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Februar 1984 eingefügte Artikel 322/1 desselben Gesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Artikel 322/1. Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels finden Anwendung auf Handlungen und Arbeiten im Zusammenhang mit dem Bau, Neubau oder Umbau von zu Wohnzwecken bestimmten Gebäuden, von Büro- oder Schulgebäuden oder von Gebäuden, die nach Änderung ihrer Benutzung eine dieser Zweckbestimmungen erhalten."

Im Sinne der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels gelten die folgenden Definitionen:

1^o zu Wohnzwecken bestimmtes Gebäude: Gebäude oder Gebäudeteil, das bzw. der zu Wohnzwecken oder zur Unterbringung von Personen bestimmt ist, mit Ausnahme der beweglichen Anlagen;

2^o Bürogebäude: zu folgenden Zwecken bestimmtes Gebäude:

a) entweder Führungs- oder Verwaltungsarbeiten eines Betriebs, einer öffentlichen Dienststelle, eines Selbständigen oder eines Kaufmanns;

b) oder Ausübung eines freien Berufs;

c) oder Aktivitäten der Dienstleistungsunternehmen.

Im Falle einer gemischten Benutzung, wenn der zu Wohnzwecken vorbehaltene Gebäudeteil 30 % der Gesamtfläche übersteigt, sind jedoch nur die Forderungen bezüglich der zu Wohnzwecken bestimmten Gebäude im Sinne von Punkt 1° des vorliegenden Artikels anzuwenden;

3° Schulgebäude: Gebäude, das für die Aktivitäten einer Schuleinrichtung oder eines psycho-medizinischen sozialen Zentrums bestimmt ist, und zwecks Ausübung dieser Aktivitäten beheizt wird, um eine Temperatur von mindestens 15 Grad zu erreichen.

Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels sind nicht anzuwenden, wenn das betreffende Gebäude gemäß Titel II von Buch V des vorliegenden Gesetzbuches auf einer Erhaltungsliste eingetragen oder unter Denkmalschutz gestellt worden ist.

Art. 6 - Der durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Februar 1984 eingefügte Artikel 322/2 desselben Gesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 322/2. § 1. Beim Bau der in Artikel 322/1 erwähnten, zu Wohnzwecken bestimmten Gebäude sind die folgenden Bestimmungen einzuhalten:

1° für die globale Wärmedämmung ein Niveau (K-Wert) aufweisen, das unter oder gleich dem Niveau ist, das von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegt wird, oder einen Heizenergiebedarf ("be"-Niveau) pro Quadratmeter beheizten Fußboden haben, der unter oder gleich einem Niveau ist, das von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, unter Berücksichtigung der Sonnenenergieeinstrahlung, der Verluste durch Transmission und Lüftung, der Temperatur ohne Heizung und der Wärmeträgheit des Gebäudes festgelegt wird;

2° für die Wärmedurchgangskoeffizienten (K-Wert) der Wände oder Wandteile der Wärmeverlustfläche des Gebäudes Werte aufweisen, die unter oder gleich den Werten sind, die von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegt werden.

§ 2. Beim Bau der in Artikel 322/1 erwähnten Büro- und Schulgebäude sind die folgenden Bestimmungen einzuhalten:

1° für die globale Wärmedämmung ein Niveau (K-Wert) aufweisen, das unter oder gleich dem Niveau ist, das von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegt wird;

2° für die Wärmedurchgangskoeffizienten (K-Wert) der Wände oder Wandteile der Wärmeverlustfläche des Gebäudes Werte aufweisen, die unter oder gleich den Werten sind, die von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegt werden.

§ 3. Für die bestehenden Gebäude, die um- oder neugebaut werden, und die nach Änderung ihrer Zweckbestimmung zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude im Sinne von Artikel 322/1 werden, sind die folgenden Bestimmungen einzuhalten:

1° für die globale Wärmedämmung ein Niveau (K-Wert) aufweisen, das unter oder gleich dem Niveau ist, das von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegt wird;

2° für die Wärmedurchgangskoeffizienten (K-Wert) der neu- bzw. umgebauten oder vergrößerten Wände oder Wandteile der Wärmeverlustfläche des Gebäudes Werte aufweisen, die unter oder gleich den Werten sind, die von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegt werden.

§ 4. Für die bestehenden Gebäuden, die um- oder neugebaut werden, und die nach Änderung ihrer Zweckbestimmung Büro- oder Schulgebäude im Sinne von Artikel 322/1 werden, sind die folgenden Bestimmungen einzuhalten:

1° für die globale Wärmedämmung ein Niveau (K-Wert) aufweisen, das unter oder gleich dem Niveau ist, das von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegt wird;

2° für die Wärmedurchgangskoeffizienten (K-Wert) der neu- bzw. umgebauten oder vergrößerten Wände oder Wandteile der Wärmeverlustfläche des Gebäudes Werte aufweisen, die unter oder gleich den Werten sind, die von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegt werden.

§ 5. Für die bestehenden Wohn-, Büro- und Schulgebäude, die um- oder neugebaut werden, ohne eine andere Zweckbestimmung zu erhalten, ist die folgende Bestimmung einzuhalten: für die Wärmedurchgangskoeffizienten (K-Wert) der neu- bzw. umgebauten oder vergrößerten Wände oder Wandteile der Wärmeverlustfläche des Gebäudes niedrigere oder gleiche Werte aufweisen, wie die Werte, die von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegt werden."

Art. 7 - Der durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Februar 1984 eingefügte Artikel 322/3 desselben Gesetzbuches wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 322/3. Beim Bau eines zu Wohnzwecken bestimmten Gebäudes, und wenn ein Gebäude Gegenstand von Um- oder Neubauarbeiten ist, infolge deren es diese Zweckbestimmung erhält, sind die durch die belgische Norm NBN D50-001 festgelegten Bestimmungen bezüglich der Lüfterneuerung in Wohngebäuden anzuwenden.

Für die zu Wohnzwecken bestimmten Gebäude, die um- oder neugebaut werden, ohne eine andere Zweckbestimmung zu erhalten, sind die Bestimmungen bezüglich der Lüfterneuerung einzuhalten, deren Niveau von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegt wird.

Beim Bau, Neu- oder Umbau der in Artikel 322/1 erwähnten Büro- und Schulgebäude sind Bestimmungen bezüglich der Lüfterneuerung einzuhalten, deren Niveau von dem bzw. den Ministern, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, festgelegt wird."

Art. 8 - Der durch das Dekret vom 29. Februar 1984 eingefügte Artikel 322/5 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben und durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 322/5. Der bzw. die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Energie und die Raumordnung gehören, bezeichnen die Bediensteten, die dazu ermächtigt werden, die Übereinstimmung des Gebäudes mit den Vorschriften des vorliegenden Kapitels zu überprüfen."

Art. 9 - Der vorliegende Erlaß findet Anwendung auf die Gebäude, für welche ein Baugenehmigungsantrag ab dem Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereicht wird.

Art. 10 - Der vorliegende Erlaß tritt am ersten Tag des achten Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 11 - Der bzw. die Minister, zu deren Zuständigkeitsbereich die Raumordnung und die Energie gehören, werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Februar 1996.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,
M. LEBRUN

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung,
des Sportwesens und der Internationalen Beziehungen,
J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 96 - 939

[S - C - 27232]

**15 FEBRUARI 1996. — Besluit van de Waalse Regering
tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium,
wat de thermische isolatie en de ventilatie van gebouwen betreft**

De Waalse Regering,

Gelet op Richtlijn 93/76/EEG van de Raad van 13 september 1993 tot beperking van kooldioxide-emissies door verbetering van de energie-efficiëntie;

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, inzonderheid op artikel 50, gewijzigd bij het decreet van 27 april 1989, artikel 57, gewijzigd bij de decreten van 27 april 1989 en 7 juni 1990, artikel 68, gewijzigd bij het decreet van 18 juli 1991, artikel 204, 3°, f, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 februari 1984, artikel 209, artikel 211, vervangen bij het ministerieel besluit van 7 december 1987 en de artikelen 322/1, 322/2, 322/3 en 322/5, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 februari 1984;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer en van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 204, 3°, f, van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedebouw en Patrimonium, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 februari 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"f) een drievoudig formulier opgesteld overeenkomstig het model dat bepaald wordt door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening, en waarbij bevestigd wordt dat het gebouw aan de bepalingen van hoofdstuk XVIIbis van deze titel beantwoordt."

Art. 2. Artikel 209 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

"4° een drievoudig formulier opgesteld overeenkomstig het model dat bepaald wordt door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening, en waarbij bevestigd wordt dat het gebouw aan de bepalingen van hoofdstuk XVIIbis van deze titel beantwoordt."

Art. 3. Artikel 211 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij het ministerieel besluit van 7 december 1987, wordt aangevuld als volgt :

"4° een drievoudig formulier opgesteld overeenkomstig het model dat bepaald wordt door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening, en waarbij bevestigd wordt dat het gebouw aan de bepalingen van hoofdstuk XVIIbis van deze titel beantwoordt, enkel wanneer het aanvraagdossier betrekking heeft op werken en handelingen bedoeld in artikel 41, § 1, 9°, van dit Wetboek."

Art. 4. Het opschrift van hoofdstuk XVIIbis van Boek IV, Titel I van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 februari 1984, wordt vervangen door het volgende opschrift :

"Hoofdstuk XVIIbis. — Thermische isolatie en ventilatie van gebouwen".

Art. 5. Artikel 322/1 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 februari 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 322/1. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op handelingen en werken voor de bouw, de herbouw of de verbouwing van woon-, kantoor- of schoolgebouwen of gebouwen waaraan, ten gevolge van een wijziging van hun gebruik, één van die bestemmingen wordt gegeven."

In de zin van de bepalingen van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° woongebouw : een gebouw of gebouwgedeelte bestemd voor bewoning of huisvesting van personen, met uitzondering van mobiele installaties;

2° kantoorgebouw : lokalen die bestemd zijn voor :

- a) hetzij beheers- of bestuurstaken van een onderneming, een openbare dienst, een zelfstandige of een handelaar;
- b) hetzij het uitoefenen van een vrij beroep;
- c) hetzij activiteiten van bedrijven van de dienstensector.

Wanneer het voor bewoning bestemde gebouwgedeelte, in geval van gemengd gebruik, echter groter is dan 30 % van de totale oppervlakte, gelden enkel de voorschriften m.b.t. woongebouwen zoals bepaald onder punt 1° van dit artikel;

3° schoolgebouw : gebouw bestemd voor de activiteiten van een onderwijsinstelling of een psycho-medisch-sociaal centrum, dat met het oog op het verrichten van deze activiteiten verwarmd is bij een minimumtemperatuur van 15 °Celsius.

De bepalingen van dit hoofdstuk zijn niet van toepassing wanneer het betrokken gebouw op de beschermingslijst of op de monumentenlijst staat overeenkomstig Titel II van Boek V van dit Wetboek.

Art. 6. Artikel 322/2 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 februari 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 322/2. § 1. De in artikel 322/1 bedoelde woongebouwen moeten bij hun oprichting aan volgende voorschriften voldoen :

1° beschikken over een globaal thermisch isolatieniveau (waarde K) lager dan of gelijk aan het niveau bepaald door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening, of verwarmingsenergiebehoeften (niveau be) hebben per vierkante meter verwarmde vloeroppervlakte gelijk aan of lager dan het niveau vastgesteld door de Ministers bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening, rekening houdende met de zonnewarmte, de warmteverliezen door transmissie en door ventilatie, de temperatuur zonder verwarming en de thermische inertie van het gebouw;

2° waarden hebben voor de thermische transmissiecoëfficiënten (waarde K) van wanden of gedeelten van wanden van de warmteverliesoppervlakte van het gebouw, lager dan of gelijk aan de waarden bepaald door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening.

§ 2. De in artikel 322/1 bedoelde kantoor- en schoolgebouwen moeten bij hun oprichting aan volgende voorschriften voldoen :

1° beschikken over een globaal thermisch isolatieniveau (waarde K) lager dan of gelijk aan het niveau bepaald door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening;

2° waarden hebben voor de thermische transmissiecoëfficiënten (waarde K) van wanden of gedeelten van wanden van de warmteverliesoppervlakte van het gebouw, lager dan of gelijk aan de waarden bepaald door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening.

§ 3. Bestaande gebouwen die verbouwd of herbouwd worden en wegens een gewijzigde bestemming woongebouwen worden in de zin van artikel 322/1, moeten aan volgende voorschriften voldoen :

1° beschikken over een globaal thermisch isolatieniveau (waarde K) lager dan of gelijk aan het niveau bepaald door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening;

2° waarden hebben voor de thermische transmissiecoëfficiënten (waarde K) van gerenoveerde of verbouwde of uitgebreide wanden of gedeelten van wanden van de warmteverliesoppervlakte van het gebouw, lager dan of gelijk aan de waarden bepaald door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening.

§ 4. De verbouwde of herbouwde bestaande gebouwen die wegens een gewijzigde bestemming kantoor- of schoolgebouwen worden in de zin van artikel 322/1, moeten aan volgende voorschriften voldoen :

1° beschikken over een globaal thermisch isolatieniveau (waarde K) lager dan of gelijk aan het niveau bepaald door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening;

2° waarden hebben voor de thermische transmissiecoëfficiënten (waarde K) van gerenoveerde of verbouwde of uitgebreide wanden of gedeelten van wanden van de warmteverliesoppervlakte van het gebouw, lager dan of gelijk aan de waarden bepaald door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening.

§ 5. De bestaande woon-, kantoor- en schoolgebouwen die zonder wijziging van hun bestemming verbouwd of herbouwd worden, moeten aan het volgende voorschrift voldoen : waarden hebben voor de thermische transmissiecoëfficiënten (waarde K) van gerenoveerde of verbouwde of uitgebreide wanden of gedeelten van wanden van de warmteverliesoppervlakte van het gebouw, lager dan of gelijk aan de waarden bepaald door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening."

Art. 7. Artikel 322/3 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 februari 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 322/3. Bij de oprichting van een woongebouw en wanneer een gebouw het voorwerp uitmaakt van herbouwing- of verbouwingwerkzaamheden die een nieuwe bestemming tot gevolg hebben, zijn de in de Belgische norm NBN D50-001 vastgestelde voorschriften voor de luchtverversing van toepassing op die woongebouwen.

De woongebouwen die zonder wijziging van hun bestemming verbouwd of herbouwd worden, moeten voldoen aan de voorschriften voor de luchtverversing waarvan het niveau vastgesteld is door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening.

Wanneer de in artikel 322/1 bedoelde kantoor- en schoolgebouwen gebouwd, herbouwd of verbouwd worden, moeten ze voldoen aan de voorschriften voor de luchtverversing waarvan het niveau vastgesteld is door de Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening."

Art. 8. Artikel 322/5 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 februari 1984, wordt opgeheven en vervangen door de volgende bepaling :

"Art. 322/5. De Minister(s) bevoegd voor Energie en Ruimtelijke Ordening wijzen de ambtenaren aan die ertoe gemachtigd zijn toezicht te houden op de conformiteit van het gebouw met de in dit hoofdstuk vastgestelde voorschriften."

Art. 9. Dit besluit is van toepassing op gebouwen waarvoor een aanvraag om bouwvergunning vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit wordt ingediend.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de achtste maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister(s) belast met Ruimtelijke Ordening en Energie is (zijn) belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 februari 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE